



**Le Royaume-Uni a signé mais pas encore ratifié la Charte sociale européenne révisée.** Il n'a ni signé ni ratifié le Protocole additionnel prévoyant un système de réclamations collectives.

Dans le même temps, le sous-financement des conseils locaux, l'accroissement des inégalités de richesse et les réductions importantes du régime de sécurité sociale contribuent à une crise du logement sans précédent.



M Economie

**Parce que le Royaume-Uni n'a pas de constitution écrite, le droit au logement ne peut être inscrit dans la Constitution en Angleterre**

Toutefois, le droit au logement des personnes sans abri est établi par la législation nationale. Conformément à l'article 192 (3) de la Loi sur le logement de 1996, les autorités locales du logement doivent obtenir un logement convenable pour les candidats qui sont admissibles à l'aide. Les groupes ayant des besoins prioritaires sont définis dans l'article 189 de la loi de 1996 et ont été étendues par l'Ordre des sans-abri 2002 (Instrument statutaire 2002 n° 2051). L'article 193(2) définit les droits et obligations statutaires des collectivités locales afin de fournir un logement en cas de sans-abrisme, à la double condition d'établir l'existence d'un besoin prioritaire et la non-intentionnalité de cet état de sans-abrisme.

**Le droit au logement est également exécutoire.** Il s'agit d'une procédure efficace en vertu de laquelle les candidats peuvent demander à l'autorité locale de revoir sa décision et, s'il demeure insatisfait, peuvent faire appel à la cour de comté sur un point de droit (articles 202 et 204 de la loi de 1996).



Manifestation à Londres - Le Point



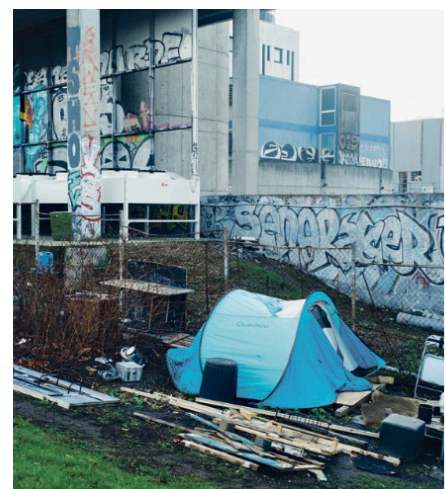
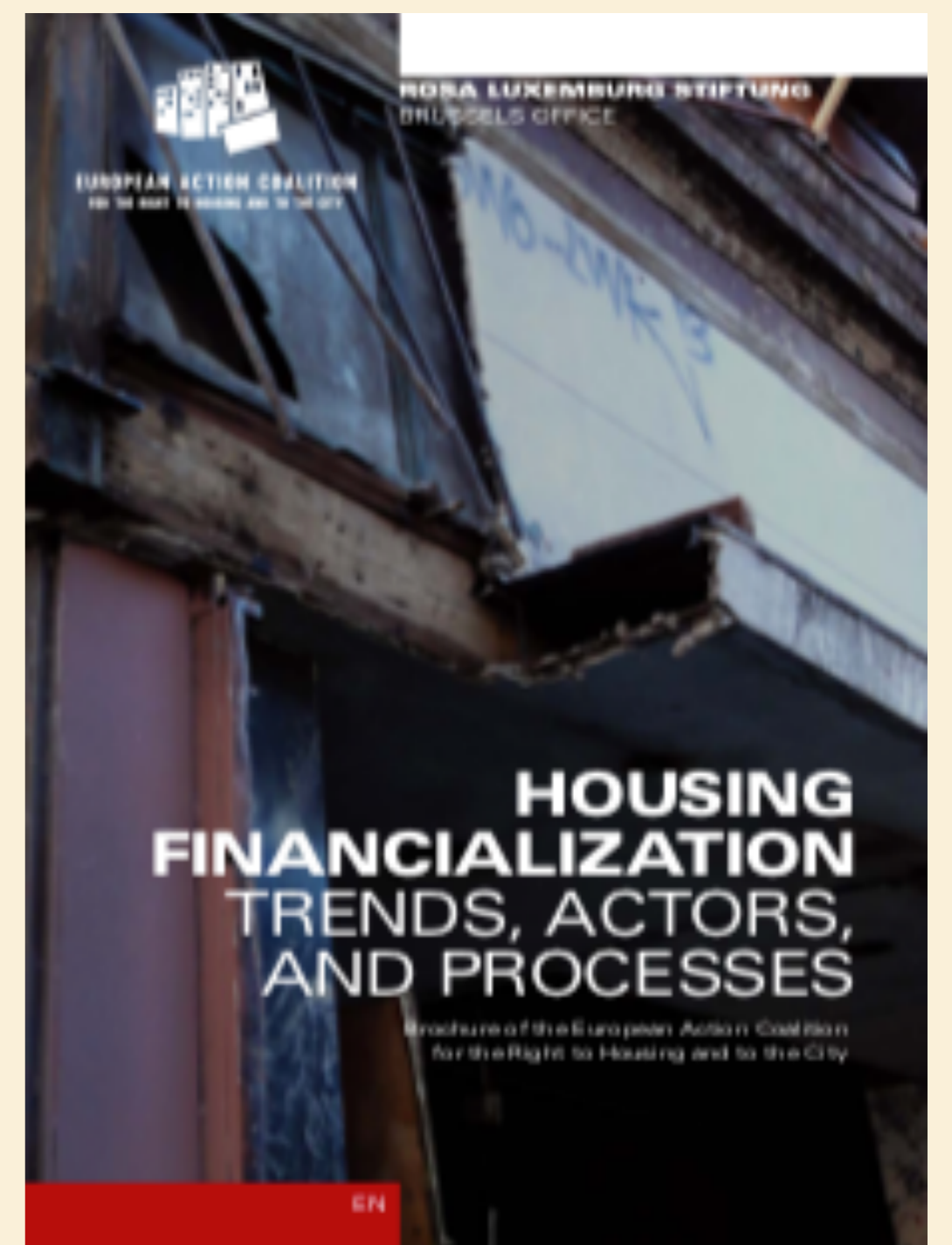
Grève des loyers - Londres - 2016

## FINANCIARISATION DU LOGEMENT

La Loi sur le logement et la Loi sur l'administration locale, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, toutes deux adoptées en 1980, ont vraiment préparé le terrain en termes clairs pour ce qui allait suivre au cours des trois décennies et demie suivantes. La première de ces deux lois a activé la fameuse initiative **Right to Buy de Margaret Thatcher**, facilitant la vente à prix réduit de maisons municipales aux locataires, et a été saluée par le secrétaire d'État à l'Environnement de l'époque, Michael Heseltine, comme « posant les bases d'une révolution sociale peut-être aussi profonde que toute autre dans notre histoire. Il est certain qu'aucun texte législatif n'a permis à lui seul le transfert d'une telle quantité de capital de l'État au peuple »

(...)

Source : Brett Christophers, *The State and Financialization of Public Land in the United Kingdom*, 2016 - <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/anti.12267/full>



Journal Libération



Radical Housing Network



Radical Housing Network

# HABITAT WORLDMAP

GO TO THE WEBSITE : <https://habitat-worldmap.org>

UNDER CONSTRUCTION WITH YOU

